1940-1945 : L'exode des Alsaciens vers la Suisse

1940-1945 : Alsatians fleeing to Switzerland

Exodus der elsässischen Flüchtlinge in die Schweiz (1940-1945)

Daniel Morgen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2141>

DOI : 10.4000/alsace.2141

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 361-376

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Daniel Morgen, « 1940-1945 : L'exode des Alsaciens vers la Suisse », *Revue d'Alsace* [En ligne], 140 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2141> ; DOI : 10.4000/alsace.2141

1940-1945 :

L'exode des Alsaciens vers la Suisse

En juillet 1941, Ernest Juillerat, rédacteur du journal *Le Jura* de Porrentruy, s'indigne auprès de la Préfecture cantonale de l'absence

[...] de moyens appropriés pour l'hospitalisation des nombreux réfugiés d'Alsace qui arrivent continuellement à Porrentruy et s'étonne que l'on ne tienne pas compte des conditions de ces malheureux qui, tous, sont brutalement placés dans les prisons de ce siège. [...] Il semble que l'on devrait consentir quelques sacrifices de façon que tout ce monde puisse être placé, sous surveillance, par exemple dans une pension de la place¹.

Dans ses archives fédérales et cantonales, la Suisse a conservé les traces de ces arrivées, confirmées ailleurs par des témoignages de contemporains. L'ouverture de ces archives – pour la plupart des dossiers, pour lesquels le délai de blocage est limité à 50 ans après leur clôture – constitue une chance exceptionnelle pour reconstituer les circonstances et conditions de ces sorties d'Alsace.

J'ai choisi d'aborder l'exode des Alsaciens vers la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale en focalisant la narration sur les modes de transport et de passage en Suisse, avant de poser le problème de l'évaluation du nombre de personnes concernées. La place manque pour traiter de leur vie quotidienne, de leur travail en Suisse et des retours ultérieurs en Alsace.

Quelques témoignages²

Le 27 juin 1943, âgé de 19 ans, Alphonse Bihry quitte l'Alsace par la filière du rail entre Saint-Louis et Bâle. Il se présente à la police cantonale qui l'incarcère à la célèbre prison du Lohnhof, aujourd'hui désaffectée. Le Département fédéral de police et de justice (DFJP) le fait admettre dans

1. Archives cantonales jurassiennes (ACJ). Archives de la Préfecture. Rapports de police 1940-1945 (sans cote).

2. Les témoignages analysés dans le présent article proviennent principalement des Archives fédérales suisses (Berne), des Archives cantonales jurassiennes (Archives de la Préfecture. Rapports de police 1940-1945). Archives fédérales suisses (AFS) dossiers N 11 488, N 22 477, N 21 968, N 10 491 et ACJ.

un premier temps au camp d'accueil et de transit de Büsserach (SO)³, puis à celui de Tramelan (BE)⁴. Autorisé à poursuivre des études universitaires, il séjourne au camp universitaire de Cossonay (VD)⁵ de novembre 1943 à l'été 1944 et enfin au camp de Zweidlen (ZH)⁶. Engagé volontaire dans le Groupe Mobile Alsace, il quitte la Suisse le 1^{er} octobre 1944 par le col des Roches (NE)^{7&8}.

Domiciliés à Strasbourg, Emma (1878) et Jules (1865) Guthmann se réfugient en 1940 à Thonon, de même que leur fille Margot, épouse Caleb (1907). Les troupes d'occupation italiennes ayant quitté la Haute-Savoie, les troupes allemandes les remplacent. La Gestapo et la Milice sont à la recherche des Juifs français cachés. Margot, ses filles et leur grand-mère traversent le lac Léman dans une barque de pêcheurs, abordent à Rolle le 30 octobre, puis prennent le train jusqu'à Porrentruy où elles ont de la famille⁹. Son mari Marcel Caleb entre en Suisse par Jussy en avril 1944 pour mettre son père et sa mère à l'abri de la Milice.

À cette époque-là, les adultes ne sont pas les seuls à entrer en Suisse. Des enfants en bas-âge traversent aussi la frontière. Âgée d'à peine 4 mois et demi, Marie-France accompagne ses parents, Joseph Karm (1910) et sa femme Louise (1918), dans leur fuite en Suisse. J. Karm a déjà suivi la *Umschulung* à Freiburg d'octobre à décembre 1940 et a eu un avant-goût de la terreur nazie. La famille quitte Bisel le mardi 15 avril, après Pâques, et atteint Porrentruy le jeudi 17, vers le soir, après des péripéties éprouvantes. Les registres d'écrou de la prison de Porrentruy, où Joseph Karm est interrogé par la Gendarmerie d'armée, signalent son incarcération les 17, 18 et 19 avril, puis son transfert à Genève, avec la mention « transit Genève via Neuchâtel », ce qui implique le passage en France non occupée avec sa famille¹⁰. Ils sont nombreux à tenter, comme eux, le passage au moment où l'on commence à savoir que la famille proche des réfractaires est déportée.

Enfin, à partir de janvier 1943, avec l'augmentation des mobilisations d'Alsaciens dans l'armée allemande, on assiste à des déplacements collectifs signalés tant au Largin (cette avancée du territoire suisse en France près

3. SO : Soleure.

4. BE : Berne.

5. VD : Vaud.

6. ZH : Zurich.

7. NE : Neuchâtel.

8. Entretien avec M. Bihry le 8.01.2014.

9. Communication de M. Henry Spira, Plan-les Ouates (CH 1228).- Archives d'État de Genève. *Personnes enregistrées à la frontière genevoise durant la Deuxième Guerre mondiale. État au 30.7.2009.*

10. SPIRA (Henry), *La frontière jurassienne au quotidien*, Genève, Slatkine, 2010, p. 452 et ACJ registres d'écrou de la prison de Porrentruy.

de Pfetterhouse) que plus à l'est sur la frontière, à Burg-im-Leimenthal. Le 12 février, celui du « groupe des 18 de Ballersdorf », composé de jeunes gens du village et de localités voisines, se solde par un échec. Le groupe se heurte à des gardes-frontières entre Bisel et Seppois-le-Bas. Au cours de l'accrochage, un policier allemand est tué, trois Alsaciens sont exécutés sur place. Quatorze autres sont condamnés à mort. Un seul, René Grienberger (1917), réussira à trouver refuge en Suisse. À son interrogatoire d'admission en Suisse, le 8 mai 1943, il ne dira rien de la fusillade de Ballersdorf ni de son parcours entre février et juillet 1943¹¹.

Les passages en Suisse

Plusieurs idées-forces émergent de ces récits biographiques qui donnent un premier aperçu des déplacements individuels ou collectifs vers la Suisse : asile et refuge, motivations, trajets et moyens de transport, séjour, logement, activité, retour.

Origine et causes des entrées

Le gendarme Jeannotat, du poste de Bonfol, indique que les personnes interrogées « ont quitté l'Alsace parce qu'elles ne pouvaient s'adapter au régime actuel ». Pour d'autres gendarmes, qui relèvent systématiquement les services militaires effectués, le fait d'avoir combattu en 1939-1940 contre l'armée allemande et d'avoir été fait prisonnier leur semble justifier à lui seul la demande d'accueil. Tout se passe comme si les fugitifs se montraient prudents et évitaient, comme R. Grienberger, d'en dire trop.

Mais, dès 1941, les jeunes gens interceptés déclarent vouloir éviter le service de travail (*Reichsarbeitsdienst*, RAD), obligatoire depuis le 8 mai 1941. L'un d'entre eux, entrant en Suisse deux mois après, a apporté avec lui les extraits du journal annonçant les convocations, coupures que le gendarme Buchs, de Charmoille, joint à son rapport¹². En 1942 et en 1943, avec la promulgation de l'ordonnance sur l'incorporation des Alsaciens, les motivations s'expriment avec plus de netteté, allant de la nationalité française revendiquée, de la fidélité à la France à la crainte d'avoir à combattre sous un drapeau ennemi. Les hommes veulent échapper au conseil de révision et à la mobilisation. D'autres entrants originaires du département du Doubs, tentent de se réfugier en Ajoie pour échapper au Service du travail obligatoire (STO).

11. GMA Groupe Mobile Alsace, *Histoire du Groupe Mobile d'Alsace*, préface de Jean-Pierre Spenlé, Riedisheim, 1994, p. 68-71 et AFS : N 10 491.

12. ACJ. Rapports de police.

Les motivations varient bien entendu aussi en fonction du sexe. Les jeunes filles disent quitter l'Alsace pour échapper au STO, au RAD et plus tard au service auxiliaire dans l'armée (*Kriegshilfsdienst*). Des femmes mariées veulent rejoindre leur mari en zone non occupée, comme, le 22 novembre 1941, cette employée des PTT, « attachée au service administratif de Strasbourg », dont le mari est à Limoges¹³.

On retrouve chez les femmes l'hostilité à l'égard du régime. Mais elles pensent surtout à mettre la famille à l'abri, quittant l'Alsace avec leur époux afin que la famille n'en soit pas expulsée¹⁴. En août 1941 déjà, Marguerite Gutzwiller, de Courtavon, fuit la menace de la déportation, parce que son fils unique Alphonse, âgé de 18 ans, s'est évadé d'Alsace au mois d'avril précédent et a été conduit à la frontière genevoise. En juillet 1943, les épicières de Pfetterhouse, mère et grand-mère, indiquent le même motif et en novembre, c'est à nouveau une famille complète de Courtavon qui passe la frontière à Bonfol.

Dans certains cas, les passages s'effectuent dans les deux sens. Malgré la gravité du contexte militaire et politique, des frontaliers ne changent rien à leurs habitudes. Le tabac est moins cher en Suisse, le papier à cigarettes, en France. De France, on importe ainsi de la nourriture, du jambon, de Suisse, du tabac et des cigarettes provenant de l'entreprise Burrus¹⁵.

Dans les 130 rapports de police étudiés sur les 950 conservés aux Archives cantonales jurassiennes, on mentionne dix acheteurs occasionnels de tabac, comme ces quatre braves citoyens de Courtavon, dont l'un s'appelle de surcroît Nicot, « venus à la ferme du Largin pour y acheter chacun un paquet de tabac ». Il y a des contrebandiers semi-professionnels qui jouent aussi le rôle de passeurs et accompagnent de riches Belges ou Néerlandais en transit.

Le passage de la frontière

Les contrôles s'effectuent rarement à la frontière. Pourtant, depuis le début de la guerre, celle-ci est bien gardée : l'armée suisse en a pris le contrôle et effectue des rondes lors desquelles elle arrête des arrivants en situation d'illégalité, parce qu'ils n'ont pas le visa requis.

Il arrive fréquemment que les fugitifs passent la frontière et se présentent d'eux-mêmes à la gendarmerie cantonale ou qu'ils soient interceptés à quelques kilomètres de la frontière, par exemple entre Le Largin et le poste de Bonfol ou « près du cimetière » de la localité.

13. Cf. note 2.

14. AFS E 4264 ≠ 1985 ≠ 196 (N 15 974).

15. SPIRA, 2010, *op. cit.*, p. 214.

Lieux de passage

Sur la petite centaine de kilomètres de frontière entre l'Alsace et la Suisse, en gros entre Lörrach (D) et Delle (F), les passages les plus accessibles et les plus nombreux sont des passages terrestres, aux confins des cantons suisses de Bâle, de Soleure et du Jura (ex-Jura bernois). À l'ouest, les passages possibles augmentent la distance à parcourir, par Montbéliard ou Pontarlier ; à l'est, la traversée du Rhin ne peut se faire que sur les ponts existants, qui sont bien gardés, ou à la nage et est donc dangereuse dans les deux cas.

Dans ces conditions, la frontière se traverse surtout entre Bâle et Delle, mais rarement au point de passage officiel. Les lieux d'entrée principaux des Alsaciens sont situés entre Bâle et Boncourt, près de Delle. Mais entre ces deux points frontières, il n'est pas un village alsacien à l'ouest de Bâle qui n'ait son pendant suisse. Les points de passage les plus souvent cités dans les rapports de la police jurassienne sont Lucelle ou le lieu-dit Schollis, la ferme du Morimont, Miécourt ou le Largin, enfin l'entrée par Boncourt et Déridez du côté de Delle. Accessibles par le pays de Montbéliard, les entrées par Fahy et par Damvant sont plus utilisées par d'autres nationalités ou par les Francs-Comtois.

Ces lieux de passages sont très fréquentés. Au premier trimestre de 1943, de grands groupes d'Alsaciens empruntent le passage du Largin. D'après les rapports de ce poste, 1 064 Alsaciens, hommes, femmes et enfants, y ont franchi la frontière durant la guerre¹⁶.

Genève et ses environs, la rive nord du lac Léman, sont aussi des lieux d'entrée pour des Alsaciens restés en zone sud en juin 1940, qui se réfugient en Suisse par les environs d'Annemasse ou en traversant le lac Léman.

Les moyens de transport

Les moyens de transport prédominants sont le train, l'autocar, le vélo et la marche à pied. Les possesseurs de voiture personnelle sont encore rares et de toute manière, durant la guerre, les carburants sont rationnés. Pour rejoindre la Suisse et traverser la frontière, les fugitifs utilisent l'un de ces moyens et souvent en combinent plusieurs.

D'altitude moyenne (entre 400 et 800 m), le Jura alsacien, entre Bâle et Delle, est assez facile à traverser. La marche est le seul moyen pour

16. HAUSER (Claude), *Les réfugiés aux frontières jurassiennes (1940-1945) Accueil et refoulement. Internement*, co-édité par le Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'émulation et le Groupe historique du régiment d'infanterie 9, Édition Walter von Känel, CH-3610 Saint-Imier, 1999, p. 51.

traverser les forêts sur la frontière, à des lieux réputés peu connus. Mais on la combine avec l'un des autres : train, autocar, vélo.

Justin Litzler, Jean Weigel et Berthe Fuchs passent la frontière par le Morimont. Ils déclarent avoir pris la voiture, puis, pris en chasse par la police et après un accident, être passés de Levoncourt et la Roche de Corbeaux à pied jusqu'au stand de tir de Charmoille où ils ont été interceptés, le 30 avril 1941.

Entre l'Alsace et le Pays de Bade, il est possible de traverser le Rhin à l'actuel pont de Palmrain et de tenter de passer en Suisse par la colline au-dessus de Riehen ou par la route, non loin de l'actuelle Fondation Beyeler. Avec sa femme et son fils, Marcel Brengard tente et réussit, non sans difficultés, ce passage au printemps 1942¹⁷.

Mais, entre Saint-Louis et Bâle, le chemin de fer est le moyen de transport privilégié, y compris pour les fugitifs originaires de Mulhouse ou d'une localité au nord de Mulhouse.

Elisabeth Huber (1908), de Strasbourg, entre en Suisse au poste de Charmoille, le 22 novembre 1941. Elle déclare les moyens de transport suivants : le train et la marche à pied. Elle a emprunté le train de la vallée de l'Ill par Waldighoffen, dont le trafic voyageurs fonctionne jusqu'en 1951, et termine son périple à pied, d'Oberlarg à Charmoille par la ferme des Ébourbettes. Son intention est de rejoindre son mari, à Limoges. On ne sait rien de la suite de son périple.

Le 25 avril 1941, René Hérold, François Barbin et François Schaeck de Strasbourg prennent le train de Strasbourg à Mulhouse, puis l'autocar jusqu'à Ferrette, atteignent ensuite la petite localité de Lucelle et continuent à pied jusqu'au poste de Charmoille.

Deux déserteurs alsaciens dont l'unité est stationnée à Karlsruhe, Bernard Louis Haehn et Albert Rosé, entrent le 25 mars 1943 en Suisse par Damvant. Ils ont pris le train d'Ettlingen à Herrlisheim, près de Colmar, puis ont effectué le reste du trajet à pied par le Lac Blanc et le versant ouest des Vosges (Plombières, Luxeuil).

Auteur et metteur en scène dialectal célèbre, Tony Troxler (1918) a pris le train jusqu'à Saint-Louis, le 7 mai 1943. Avec René Grienberger, il se cache dans un train de marchandises transportant du charbon qui a passé la frontière le 8 vers 5 h 00. Ils vont au Consulat français à Bâle qui les remet à la police suisse¹⁸.

17. *GMA, op. cit.*, p. 39 à 42.

18. AFS, E 4264 ≠ 1985 ≠ 196, N 10 491 - ACJ (Cf. note 2).

Les fugitifs originaires de Huningue ou de Village-Neuf se rendent à Saint-Louis à pied. Le 28 juillet 1943, Lucien Striby, sa femme Louise et leur fils René (8 ans) montent dans un train de marchandises partant pour la Suisse et parviennent ainsi à Muttenz, où ils se présentent au personnel de la gare¹⁹.

Une fois arrivés en Suisse dans le pays d'Ajoie, les fugitifs sont acheminés par la gendarmerie à Porrentruy, à pied ou plus souvent par le train. Mentionnés sur le rapport des gendarmes, les frais de transport leur sont imputés.

Résumé en quelques lignes, tout cela semble faussement simple. À Saint-Louis, les fugitifs bénéficient souvent d'une filière de passeurs dont les coordonnées et mots de passe leur ont été communiqués auparavant. Pour Alphonse Bihry, la filière commence à Mulhouse à l'église Saint-Joseph. Un cheminot le prend en charge à la gare de Saint-Louis, l'héberge momentanément dans un caveau du cimetière, l'habille en cheminot pour rejoindre la gare de marchandises, avant de le faire monter dans un train de marchandises vers 3 h 00 du matin. Parfois, la prise en charge par un passeur commence dès la gare du nord de Mulhouse²⁰. Les cheminots se relaient.

Le vélo est utilisé pour les trajets de proximité : le 24 avril 1941, Alphonse Contesse (1916), Maurice Hubler (1916) et Léon Mouillet (1916), tous trois étudiants en théologie, partent d'Altkirch à bicyclette en direction de Levoncourt. Ils y abandonnent les vélos et continuent à pied vers Charmoille par les Esserts Bourquin.

Souvent, on n'hésite pas à utiliser le vélo pour un long trajet : Joseph Husson-Hucher, (1919) de Strasbourg, se rend en vélo de Strasbourg à Pfetterhouse, puis continue sa route à pied. Il franchit la frontière suisse entre Pfetterhouse et Réchésy et aboutit, le 3 juillet 1941, à la commune suisse de Beurnevésin.

Un moyen de locomotion moins banal est l'attelage de bœufs : le 7 octobre 1943, Charles et Marie-Léa Ricklin, cultivateurs à Pfetterhouse, franchissent, avec leurs deux fils, la frontière au nord-ouest de Beurnevésin sur une charrette attelée. La famille de 4 personnes est accueillie en Suisse, mais les bêtes font les frais de l'opération. Selon le rapport du gendarme Méry, les vaches sont expédiées à l'abattoir de Bâle. Le char à fumier et le harnachement sont remis à Ricklin Joseph, oncle et cultivateur à Beurnevésin. Le 24 novembre de la même année, un autre couple de cultivateurs, Eugène et Christine Waldt, de Courtavon, avec

19. Archives fédérales suisses (AFS) : E 4264 ≠ 1985 ≠ 196, N 12 018.

20. GMA, *op.cit.*, p. 33, p. 50 et entretien.

leur fils, utilisent un attelage de deux bœufs pour se rendre à Bonfol. Les bœufs subissent le même sort que les vaches de Pfetterhouse. Mais leurs propriétaires sont admis en Suisse.

Enfin, le 9 mai 1942, Emile Henri Meyer, de Durlinsdorf, traverse la frontière entre Courtavon et Miécourt avec son cheval. Il déclare vouloir se rendre chez son cousin germain Joseph Ruef, à Boncourt. Le cheval muni de son harnachement complet a été mis en fourrière chez Ruef. Meyer exprime le vœu de rester chez son cousin comme ouvrier agricole.

Tous les trois sont cultivateurs et ont le réflexe de mettre leurs bêtes à l'abri chez un parent proche ou lointain en Suisse chez qui ils espèrent trouver refuge.

Enfin, traverser le Rhin à la nage est une aventure exceptionnelle que peu d'évadés ont tentée : elle exige de solides capacités physiques pour un effort soutenu, qu'il est impossible d'interrompre, et expose aux tirs allemands. Les tentatives de ce type se sont souvent soldées par des noyades.

Originaire de Toulouse, Albert Amoros (1919) est prisonnier dans un Stalag à Rheinfelden. Il travaille dans une usine d'aluminium. Avec un autre prisonnier, il traverse le Rhin à la nage en amont du barrage de Rheinfelden, le 2 septembre 1943, vers 13 h 00. Son compagnon d'évasion qui transporte les habits et les papiers d'identité dans un sac à dos est touché par un tir des gardes-frontières allemands et coule. Albert aborde seul la rive suisse²¹. On ne sait pas ce qu'il advient de lui après.

Un autre déserteur alsacien, E. Sibold, réussit à traverser le Rhin, un peu au sud du Canal de Huningue et du *Dreiländereck*. Il traverse le Rhin à deux heures du matin. Son passionnant récit figure dans la brochure du GMA déjà citée²².

Les passeurs

Dans la filière du rail déjà citée, les cheminots mulhousiens ou ludoviciens aident les fugitifs à rejoindre le point d'embarquement – la gare de marchandises et de triage – et à monter dans la bonne rame, dans le bon wagon du train en formation. Le cas échéant, ils leur indiquent le ballast où passera le train à vitesse réduite et d'où ils devront sauter sur la guérite du wagon. Certains trains, leur disent-ils, ne s'arrêteront qu'à Muttentz, au bout de 30 minutes de trajet, qui est effectivement le point d'arrivée, avec Olten, de plusieurs fugitifs. Ces cheminots sont tous des bénévoles.

Les fugitifs bénéficient aussi d'aides au passage à d'autres endroits. Des anciens, qui connaissent bien la frontière, guident les groupes

21. AFS, E 4264 # 1985 # 196. N 13 592.

22. GMA, *op. cit.*, p. 42-47.

sundgauviens de février 1943. Au passage par les Ébourbettes, les fugitifs bénéficient de l'aide du curé Stamm, de Liebsdorf, qui les héberge, et de Henri Kupfer, garde-forestier et passeur. Au Largin, le fermier suisse Jules Thalmann héberge les arrivants. Dans le rapport rédigé sur l'entrée illégale de cinq ressortissants français d'Alsace, le gendarme Jeannotat impute à Thalmann une infraction pour absence de déclaration d'arrivée des étrangers ! Cela n'empêche pas celui-ci de récidiver : le 11 juin 1942, cinq réfugiés alsaciens dont Alphonse Mattler et Lucien Feldtrauer passent une nuit dans la grange de sa ferme-auberge. D'autres Jurassiens se mobilisent pour accueillir, réconforter et guider bénévolement les fugitifs²³.

Tous ne bénéficient pas d'aides bénévoles au passage. J. Karm, qui a déclaré 13 650 FF au passage de la frontière en a promis 1 500 à son guide alsacien : « une somme énorme, presque la totalité de ce dont nous disposons²⁴ ». Les Belges passant par l'Ajoie et Porrentruy paient leurs passeurs en argent ou en pierres précieuses²⁵. À l'entrée sud de la Suisse, certains se font proprement escroquer, comme Daniel Kahn, de Strasbourg, qui a remis environ 100 000 FF à ses passeurs pour traverser le lac Léman avec sa famille ! Les Kahn semblent avoir été les victimes de réseaux mafieux. Médecin à l'hôpital civil de Strasbourg, réfugiée à l'hôpital de Clairvivire (Dordogne) depuis l'évacuation, Alice Ullmo (1902) déclare avoir payé 3 000 F, mais elle a franchi la frontière genevoise à pied²⁶.

Synthèse

Fugitifs ou réfugiés ?

Arrêtons-nous d'abord aux termes qui désignent la sortie du territoire alsacien. Les historiens suisses – André Lasserre²⁷, Claude Hauser²⁸ – privilégient celui de refuge. La Suisse accueille des fugitifs, auxquels elle accorde refuge. Terme passif, réfugié exprime le point de vue de l'accueillant ; fugitif, celui du demandeur d'asile qui quitte son pays. C'est pourquoi il serait plus juste pour l'Alsace de parler de ses fugitifs et pour la Suisse de ses réfugiés, qui proviennent de tous les pays d'Europe occupés

23. SPIRA (Henry), *op. cit.*, p. 254.

24. KARM (Joseph), « Récit de l'évasion », document dactylographie, s.d. [2000] et ACJ.

25. Cf. les rapports de police analysés par Henry Spira, *op. cit.*, p. 541 à 556.

26. AFS - N 22477, 21948 (E4264#1985/196#).

27. LASSERRE (André), *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Éditions Payot, Lausanne, 1995.

28. HAUSER (Claude), *Les Réfugiés aux frontières jurassiennes (1940-1945). Accueil et refoulement. Internement*, co-édité par le Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'émulation et le Groupe historique du régiment d'infanterie 9. Édition Walter von Känel, CH-3610 Saint-Imier, 1999.

ou annexés. Un constat s'impose cependant : les Alsaciens qui ont choisi la fuite active emploient volontiers le terme d'évasion, plus significatif encore de leur état d'esprit.

L'accueil en Suisse – exprimé officiellement par le terme « internement » – est la demande majoritaire à partir de novembre 1943²⁹. Il ne faut pas se méprendre sur le sens de ce mot, qui signifie simplement le placement dans un camp ou dans un home. Entre l'été 1940 et fin 1944, les conditions du passage en Suisse changent et se concrétisent sous trois formes.

Rejoindre la France non occupée

En 1940 et 1941, la majeure partie des fugitifs exprime, à l'entrée en Suisse, le désir d'être autorisés à transiter par le territoire suisse et se rendre dans la zone sud. Jean Franck obéit à l'ordre officiel de repli donné, le 14 juin 1940, aux hommes mobilisables de 17 à 55 ans ; le 15 juin 1940, il fuit vers le sud sur son vélo vers Lyon pour échapper aux troupes allemandes, mais l'offensive des blindés de Guderian lui coupe la route le 19 juin à Pontarlier. Après l'Armistice du 22 juin, on le conduit au poste frontière d'Annemasse, d'où il rejoint Lyon³⁰. La même demande figure, de manière récurrente, dans les procès-verbaux d'interrogatoire conservés aux Archives de Porrentruy : « Les susnommés ont passé clandestinement la frontière franco-suisse [...] et veulent transiter [par] la Suisse pour se rendre en France non occupée, en zone libre »³¹. Dans les registres d'écrou de la prison de district de Porrentruy, la libération du fugitif incarcéré le temps de l'interrogatoire porte la mention « transit Genève via Neuchâtel ». La gendarmerie d'armée encadre le déplacement des groupes de personnes concernées par le train de Porrentruy à Genève via Neuchâtel où ils sont interrogés par le commandement de l'armée territoriale 2.

Demander l'asile en Suisse

Après l'occupation de la zone sud le 11 novembre 1942, les fugitifs ne peuvent plus s'y aventurer, parce qu'ils courraient les mêmes risques qu'en Alsace. La demande exprimée à l'accueil est maintenant une demande d'asile : les futurs réfugiés demandent à obtenir l'autorisation de résider et de travailler en Suisse. « Je sollicite de la part des autorités suisses l'autorisation de résider en Suisse et [...] d'y exercer mon métier », déclare Marcel Libis (1910), lors de son interrogatoire du 20 février 1943 au camp de transit de Büren-an-der-Aare (BE). « Mon vœu est d'être interné en

29. AFS série E 4264*1985 *196 (en particulier N 13 592, N 08 975, N 12010, N 12018).

30. Entretien du 10 juin 2010.

31. ACJ Préfecture de Porrentruy 1940-1945.

Suisse avec ma femme et mes deux petites filles », déclare l'horticulteur Joseph Stehle (1914), de Village-Neuf, le 30 juillet 1943³².

Refuge temporaire

À côté de ces Français qui traversent la Suisse pour rejoindre la zone sud, l'Algérie ou l'Angleterre, et ceux qui, ensuite, n'ont comme seule solution que d'y demander l'accueil, il y a aussi beaucoup de candidats à l'accueil temporaire. En juin 1940, ce sont surtout des Francs-Comtois, mais en novembre 1944, de nombreux Alsaciens fuient les combats de libération que mènent les Alliés le long de la frontière suisse³³.

Les fugitifs, évadés et demandeurs d'asile

Les fugitifs et évadés traversent la Suisse vers la France non occupée ou demandent l'asile en la Suisse. Qui sont-ils et combien sont-ils ?

Évadés en transit

Léon Strauss³⁴ évalue à 15 ou 20 000 le nombre d'évasions, quelles que soient les filières de passage (Vosges, canal de la Marne au Rhin, vallée du Rhône, frontière suisse etc.) et les régions de repli (France non occupée, Suisse). Le même auteur évalue à 12 000 le nombre de jeunes effectivement arrivés en zone sud. C'est un ordre de grandeur qu'il faudrait à présent tenter d'affiner pour l'ensemble de la région est.

Les données rassemblées par Carl Ludwig en 1954 permettent d'être plus précis. Reconnu comme objectif par la Commission Bergier, qui en a repris récemment les données, ce rapport consacre un paragraphe spécifique aux Alsaciens « qui s'étaient soustraits au pouvoir de la puissance occupante pour se rendre en France non occupée en traversant la Suisse » et signale que « les autorités françaises de police à Annemasse acceptèrent ces réfugiés sans difficultés ». Ludwig chiffre le nombre d'Alsaciens en transit à plus de 1 000 au cours de l'année 1941 et à 551 dans les sept premiers mois de 1942³⁵. Sur cette base, on pourrait donc évaluer le nombre de

32. AFS : E 4264#1985 #196, N 12010.

33. Staatsarchiv Basel-Stadt (St.ABS) : BSL 1013 1-25 -1, 1-24 Flüchtlinge (photos de presse Hans Bertolf).

34. STRAUSS (Léon), *Refugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle 1940-1945*, Colmar, Jérôme Do Bentzinger Éditeur, 2010, p. 61 et 67.

35. LUDWIG (Carl), *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés, au cours des années 1933 à nos jours. Annexe au rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la politique pratiquée par la Suisse à l'égard de réfugiés au cours des années 1933 à nos jours*, Berne, 1957, p. 182.

fugitifs entre 1940 et juillet 1942 à plus de 1 600. Mais, uniquement pour l'année 1941, une consultation en cours aux Archives d'État de Bâle-Ville me donne un total de 1028 Français fugitifs entrés illégalement dans le canton de Bâle-Ville³⁶.

Demandeurs d'asile

Durant la guerre, la Suisse a hébergé, pour un temps plus ou moins long, 295 381 étrangers en quête d'asile, dont 55 018 réfugiés civils et 59 785 enfants pris en charge par la Croix Rouge. Sur l'ensemble des réfugiés civils et des migrants, 28 242 étaient Juifs et ont bénéficié de l'accueil en Suisse³⁷.

Sur les 55 018 civils répertoriés dans les dossiers conservés aux Archives fédérales, on compte 11 524 Français, qui ne sont, bien entendu, pas tous des Alsaciens. Le DFJP n'a ouvert de dossier que pour les réfugiés ayant fait l'objet d'une décision d'internement.

Parmi les 59 785 enfants étrangers accueillis temporairement en Suisse se trouvent 13 688 enfants de Belfort et de Montbéliard accueillis à l'automne 1944 et 10 000 enfants de Mulhouse par la Croix-Rouge suisse, secours aux enfants, et placés dans des familles d'accueil ou des homes.

Dans les documents d'archives étudiés n'apparaît aucune mesure de refoulement à l'encontre des Alsaciens, sauf pour Bernard Schmidt, refoulé le 11 juillet 1941 parce qu'il ne peut présenter aucun papier d'identité, mais accepté lors d'une seconde tentative, le 5 octobre. En revanche, les autorités suisses prennent des mesures de refoulement contre des Français convoqués au STO. Les demandes d'asile des déserteurs allemands, et des prisonniers de guerre français, franco-algériens ou franco-marocains évadés sont acceptées, conformément aux Conventions de La Haye, datant de 1907. Échapper au RAD, à l'incorporation dans l'armée allemande, au STALAG est reconnu comme un motif justifiant l'asile. Ce n'est pas le cas pour le STO.

Pour approfondir le sujet

Comme on vient de le voir, nous ne connaissons pas avec précision le nombre d'Alsaciens, de Français qui ont demandé asile en Suisse et y ont séjourné. De plus, le nombre d'évadés en transit fourni par Ludwig mériterait, lui aussi, d'être vérifié.

36. StABS M 8 111-Journal 1941.

37. LUDWIG (Carl), *op. cit.*, Tableau du nombre de réfugiés pendant la guerre, p. 303.

La recherche ne fait que commencer. Le livre de Léon Strauss sur les réfugiés, expulsés et évadés³⁸ n'aborde qu'incidemment notre sujet. Dans la *Grande Encyclopédie des années de guerre*, figurent deux récits de réfugiés, dont celui de R. Grienberger³⁹. La plaquette du Groupe mobile Alsace, déjà citée, est la plus complète.

C'est l'historiographie suisse qui a le plus publié sur le sujet. Les ouvrages de Claude Hauser (*Les Réfugiés aux frontières jurassiennes (1940-1945)*), d'André Lasserre (*Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*), de Henry Spira (*La frontière jurassienne au quotidien. 1939-1945*) et de Renata Brogginini (*La frontiera della Speranza : gli ebrei dall'Italia verso la Svizzera 1943-1945*⁴⁰) constituent un bon point de départ pour aborder le sujet.

Des recherches sont en cours. Ruth Fivaz-Silbermann a étudié les refoulements à la frontière franco-suisse et publiera en 2014 le travail issu de sa recherche doctorale. Fabrizio Panzera fait une recherche sur le même sujet, mais à la frontière du Tessin.

Dans ce contexte, une recherche analogue, sur les demandes d'asile en Suisse et les éventuels refoulements à la frontière nord de la Suisse, serait d'actualité. On pense bien entendu à une collecte de nouveaux témoignages auprès de témoins de cette époque. La consultation des archives pourrait compenser la relative absence de témoignages, sans toutefois la pallier.

Les archives fédérales suisses à Berne mettent à notre disposition les dossiers constitués, à partir de 1941 et surtout de 1942, par le Département fédéral de Justice et de Police, responsable des accueils et des internements. Un moteur de recherche permet de consulter la base de données. En 2012, j'ai déposé aux Archives départementales du Haut-Rhin des copies de listes nominatives des dossiers constitués sur les réfugiés français, dont la consultation pourrait permettre de cibler, par canton et donc, indirectement, par localité d'entrée, l'examen des dossiers⁴¹. Ces listes permettent aussi aux familles de retrouver le parcours d'un proche. La consultation des archives fédérales de Berne est prioritaire pour retrouver les réfugiés accueillis et internés en Suisse durant la guerre.

38. STRAUSS (Léon), *Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle 1940-1945*, Colmar, Jérôme Do Bentzinger Éditeur, 2010, p. 61 et 67.

39. REMAUX (Bernard) et WAHL (Alfred), *La Grande Encyclopédie des années de guerre*, Strasbourg, Saisons d'Alsace, La Nuée Bleue, 2009.

40. BROGGINI (Renata), *La frontera della Speranza : gli ebrei dall'Italia verso la Svizzera 1943-1945*, Milan, Mondadori, 1998. (« La frontière de l'espérance :[la fuite] des Juifs italiens vers la Suisse, 1943-1945 »).

41. A.D. 68 : 21 NUM.

Par contre, les renseignements sur les personnes en transit ne se trouvent éventuellement que dans les Archives cantonales. Les archives cantonales jurassiennes sont les seules, avec celles de Genève, Vaud et Neuchâtel, à avoir conservé les registres d'écrou et rapports de police des prisons ayant accueilli des fugitifs. Henry Spira a répertorié et collationné les registres d'écrou de ces trois derniers cantons. Il faudrait donc collationner les registres et les listes disponibles et les compléter par les noms figurant sur les rapports de police. Ces registres et les rapports de police sont, rappelons-le, les seuls documents à donner les noms des fugitifs qui demandent à traverser la Suisse pour rejoindre la France non occupée.

Les archives cantonales (ou *Staatsarchiv*) de la Suisse du Nord-Ouest, en particulier celles de Bâle-Ville et de Bâle Campagne et de Soleure, voire de Saint-Gall et d'Argovie, répertorient des dossiers de la Police des étrangers ou de la *Basler Hilfsstelle für Flüchtlinge*, qui pourraient permettre de constituer une liste des Alsaciens. Enfin, les Archives d'État de Genève tiennent à disposition des chercheurs une liste nominative de tous les civils ayant franchi la frontière franco-genevoise entre 1942 et 1945, mais sans mention du sens de franchissement de la frontière⁴².

42. http://etat.geneve.ch/dt/archives/a_votre_service-refugies_civils_frontiere_genevoise_listes_nominatives-1700.html

Résumé

1940-1945 : L'exode des Alsaciens vers la Suisse

Entre l'automne 1940 et le printemps 1945, de nombreux Français, dont de nombreux habitants de l'Alsace annexée, ont fui en Suisse pour échapper aux contraintes de l'administration civile en Alsace et à l'oppression nazie en général.

Le présent article décrit la fuite de ces Alsaciens, qui en parlent comme d'une évasion. L'auteur a collecté et analysé ici des données trouvées aux Archives fédérales de Berne et aux Archives cantonales jurassiennes.

L'auteur a centré sa narration sur les composantes de cette migration forcée, en l'occurrence sur les motivations, les moyens de transport, les aides au passage de la frontière et à l'accueil en Suisse. Aussi longtemps qu'une recherche systématique en vue de la quantification du nombre de fugitifs n'aura pas pu être menée dans les archives cantonales et fédérales suisses, la recherche ne pourra formuler qu'un ordre de grandeur des évasions et un appel aux chercheurs.

Zusammenfassung

Exodus der elsässischen Flüchtlinge in die Schweiz (1940-1945)

Zwischen Herbst 1940 und 1945, sind viele Franzosen, darunter auch annektierte Elsässer, in die Schweiz geflüchtet, um dort dem Zwang und der Unterdrückung, die die nationalsozialistische Zivilverwaltung im Elsass auf sie ausgeübt hatte, zu entgehen.

Der folgende Text schildert die Flucht dieser Elsässer, die sie Evasion nannten. Aus den jetzt zugänglichen schweizerischen Archivalien in Bern und den Grenzkantonen hat der Verfasser die Angaben über die damalige Flucht herausgenommen und sie hier zusammengestellt.

Dieser Artikel stellt die Komponenten der erzwungenen Auswanderung, der Flucht – nämlich die Motivationen, die Grenzübertritte, die Fluchtmittel, die Fluchthelfer – in den Mittelpunkt seiner Darstellung. Solange keine systematische Forschung an den Staats- und Kantonalen Archiven der Schweiz zum Thema Evasion stattgefunden hat, können Flüchtlingszahlen nur pauschal genannt werden.

Summary

1940-1945 : Alsatians fleeing to Switzerland

Between 1940 and 1945 many French people, among whom numerous Alsatians, i.e. residents of an annexed province, fled to Switzerland to escape the hardships of civilian German administration in Alsace and, more generally, Nazi oppression.

This contribution aims at documenting their flight, which the Alsatians describe as an “evasion”. The author has collected and analysed documents found in the Federal archives of Bern and in those of the Jura region.

The points highlighted are the various aspects of this forced migration, e.g. people’s motivations, the means of transportation and the assistance they could find as they were crossing the border and arriving in Switzerland. As long as no systematic research into the regional (cantons) and federal archives has been carried out, only approximate assumptions about the number of refugees can be made, necessitating further interventions of researchers.